Des études menées entre autres par l'Education nationale montrent que l'écart se creuse entre académies et que, loin de les corriger, le système accentue les disparités.

L'égalité toujours au ban de l'école

Par **VÉRONIQUE SOULÉ**

Inégalités territoriales, entre établissements, entre classes, absence de mixité sociale, ségrégation scolaire… L'école de la République n'est plus la même pour tous. Selon l'endroit où l'on habite, le collège que l'on fréquente et même la classe où l'on est, les conditions d'études sont très diverses. Ici, des classes surchargées. Là, des effectifs moindres mais des problèmes pour trouver des remplaçants. Ici, des professeurs agrégés. Là, des contractuels recrutés à Pôle emploi. Ajouté à cela, le poids du déterminisme social, particulièrement lourd en France. Pour éviter l'échec scolaire et, au-delà, le décrochage, mieux vaut ne pas avoir de parents au chômage ou une mère seule et précaire… L'école française, qui donnerait à chacun le même bagage, est en réalité très fragmentée.

DÉCRYPTAGE

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

A l'heure des résultats du baccalauréat 2014, plusieurs études et rapports de l'Education nationale soulignent que l'école de la République est aussi l'école des inégalités et que les chances ne sont pas les mêmes partout et pour tous.

L'ENJEU

De droite et de gauche, plusieurs spécialistes expliquent comment mettre fin à ces segmentations territoriales qui affectent la réussite scolaire.

Plusieurs études récentes viennent éclairer cette disparité qui se confirme année après année. Publiée par le ministère de l'Education, *Géographie de l'école 2014* analyse les différences entre académies. Elaboré avec le Céreq (centre d'études et de recherches sur les qualifications), l'*Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire* replace le décrochage dans l'espace géographique. Enfin, trois études commandées par la région Ile-de-France analysent les ressorts et les limites de la mixité dans les établissements franciliens.

DES RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE TRÈS INÉGAUX SELON LES RÉGIONS

Pour être sûr d'avoir son bac, mieux vaut vivre dans l'ouest Suite page 4

Au collège Léonard-de-Vinci, à Saint-Brieuc, l'un

CAMILLE BEDIN Secrétaire générale adjointe de l'UMP :

«Individualiser le système»

DR

«Les inégalités scolaires sont, principalement, dues au fait que l'école publique crée un moule. Si on n'est pas dans le moule, qu'on n'a pas réussi à se familiariser avec ce cadre, on est exclu. Les élèves n'ont pas la possibilité d'évoluer à leur rythme. Il n'y a aucune individualisation du système.

«Je propose, donc, de construire des écoles avec non pas plus de professeurs par classe mais plus de professeurs par élève. Il ne s'agit pas d'augmenter le nombre d'enseignants mais plutôt de bannir les groupes de classe et de fonctionner par groupe de compétences ou de matières. Cela permettrait de développer d'autres outils, comme le numérique, à la façon de la méthode Montessori.

«Il faudrait donner une autonomie de gestion et d'organisation aux établissements et une liberté de choix aux parents. Ils pourraient, ainsi, préférer une école qui préconiserait le tableau noir ou une autre qui se tournerait vers le numérique. Les projets seraient variés. Ils seraient expérimentés sur cinq ans avec une évaluation de fin et une totale transparence sur le résultat. Les établissements les plus défavorisés obtiendraient un accompagnement pour leur projet. A plus court terme, il faudrait mettre en place des classes de remise à niveau pour que les élèves qui n'ont pas acquis les fondamentaux ne passent pas dans la classe supérieure mais ne redoublent pas non plus. Il s'agirait d'une classe passerelle.»

Recueilli par **CÉLINE OLIVE**

PHILIPPE MEIRIEU Professeur à Lyon-II, proche d'EE-LV :

«Casser l'idée de ghetto riche et ghetto pauvre»

DR

«Pour lutter contre ces inégalités, on peut agir sur trois leviers. Le premier, c'est les mesures institutionnelles, comme la carte scolaire. Il faudrait la repenser de façon à ne pas dépasser 30% d'élèves en difficulté par établissement. L'idéal serait aussi de s'acheminer vers des lycées polyvalents dans lesquels on trouverait de façon systématique des CAP comme des classes préparatoires. Cela permettrait une meilleure mixité sociale. Il faut casser cette idée de ghetto riche et ghetto pauvre. De même, il faudrait améliorer l'attractivité de certains établissements avec, notamment, une formation continue pour les enseignants confrontés aux difficultés.

«Le second levier d'action est politique. Il faut sortir de cette conception libérale de projet d'école et d'établissement. Aujourd'hui, on arrose là où c'est déjà mouillé, c'est-à-dire qu'on donne de l'argent aux lycées les plus dynamiques, alors qu'il serait préférable que tous traitent des mêmes projets. Pour cela, on pourrait établir des chapitres obligatoires, comme la maîtrise de la langue ou une formation à la citoyenneté. Même les établissements les plus en difficulté bénéficieraient alors d'une aide.

«Le troisième levier est pédagogique. L'évolution de l'école consiste à externaliser le traitement de l'échec avec des dispositifs particuliers, comme les cours en ligne, alors que cela devrait être traité en classe avec une pédagogie qui prend en compte les différences.»

Recueilli par **C.O.**

des établissements pilotes «connectés». PHOTO FABRICE PICARD.VU

ÉDITORIAL
Par **LAURENT JOFFRIN**

Humilité

On entend d'ici les sarcasmes des anti-modernes : voilà où mènent quarante années de pédagogisme et de démocratisation scolaire ! A une école inefficace, mal classée dans les évalutations internationales et qui – terrible paradoxe – ne cesse d'accroître les inégalités entre élèves et de favoriser la reproduction des classes sociales. Une Natacha Polony, jeune femme intelligente et moderne aux idées vieilles d'un siècle, dira que l'abandon des blouses grises et des coups de règle sur les doigts a sonné le glas de l'école républicaine.
L'ennui, c'est que les pays où l'enseignement obtient les meilleurs résultats – les nations scandinaves, par exemple – sont précisément celles où le mouvement de démocratisation a été le plus prononcé et où les innovations pédagogiques ont été les plus spectaculaires.
Ce qui nous conduit au contraire de l'autosatisfaction. Pourquoi la France, si fertile en réformes de l'Education nationale, obtient-elle de si mauvais résultats ? On arrive à quelques questions désagréables. Un système aussi centralisé, où les proviseurs ont si peu d'autonomie, peut-il réussir ? Un système où, par corporatisme syndical, on affecte les meilleurs profs aux meilleurs élèves et les moins expérimentés dans les zones les plus difficiles peut-il prétendre à la justice ? Un système qui répugne à s'auto-évaluer sérieusement peut-il s'améliorer de lui-même ? Il y faut des moyens, dira-t-on. Il y faut aussi une bonne dose d'humilité française : l'école de la République va mal. Il est temps de sonner le tocsin.

FRANÇOIS COCQ Secrétaire général du Parti de gauche :

«Mettre fin au smic éducatif pour la plèbe»

DR

«Il faut, avant tout, rompre avec les atteintes portées au cadre national et républicain. C'est-à-dire avec cette démarche de territorialisation de l'éducation. Pour cela, il faut s'adapter à chaque territoire et poser les jalons d'un projet pédagogique. En parallèle, les programmes devraient être fondés sur la base de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Il faudrait donc mettre fin au socle commun mortifère, ce smic éducatif pour la plèbe, qui segmente les savoirs.
«Aussi, la diversité des filières doit être une richesse pour garantir un même accès à des grades de qualification et que soient ainsi reconnues de la même façon les voies professionnelles, générales ou techniques. Cela donnerait une visée émancipatrice à l'ensemble des disciplines et créerait une réelle culture commune, qui s'apprendrait au cours d'une scolarité que je souhaiterais allonger de 3 à 18 ans. Il faudrait reformer une équipe éducative car les difficultés ne sont pas que scolaires : il est important de remettre au cœur de l'éducation des métiers qui en ont été peu à peu écartés, comme les infirmiers ou les conseillers d'orientation.
«Enfin, il faut mettre un coup d'arrêt à la culture de l'élitisme et de la méritocratie s'illustrant avec cette fausse bonne idée qu'est l'égalité des chances. C'est le niveau de l'ensemble d'une classe qu'il faut élever. En effet, on ne peut pas lutter contre les inégalités dans l'éducation si on ne baisse pas les inégalités sociales.»

Recueilli par **C.O.**

MAYA AKKARI du think tank Terra Nova, proche du PS :

«Revoir le partage entre famille et école»

DR

«Il est essentiel de revenir sur le partage des tâches entre la famille et l'école. Actuellement, la transmission des savoirs revient à l'école et une bonne partie de l'approfondissement des connaissances, à la famille, via les devoirs à la maison. Il faudrait une aide aux devoirs de qualité, avec des personnels formés, prise en charge par l'Etat ou par les collectivités locales au sein de l'école. Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, cela a été un ratage : les activités périscolaires sont centrées sur le culturel, il aurait fallu qu'elles le soient plutôt sur l'aide aux devoirs, notamment dans les quartiers populaires.
«Pour réduire les inégalités territoriales, j'ai plusieurs propositions. Les nouveaux enseignants et les nouveaux personnels de direction sont actuellement surreprésentés dans les établissements des quartiers populaires. Je propose d'y affecter davantage de profs et de chefs d'établissement expérimentés.
«Concernant la carte scolaire, il faudrait réfléchir à de nouvelles modalités d'affectation des élèves à l'entrée au primaire, au collège et au lycée afin d'aboutir à une répartition plus égale des élèves bons, moyens et faibles. Des expérimentations ont déjà été menées et elles sont concluantes. Enfin, je suis pour la suppression des options au collège ainsi que des classes "à profil" (bi-langues, européennes, musicales, sportives, etc.) car elles sont de fait des classes de niveau et qu'elles ne permettent pas la mixité scolaire.»

Recueilli par **V.S.**

Suite de la page 2 de la France que dans le nord ou outre-mer *(carte 1, ci-contre)*. A l'inverse, si vous habitez dans les académies d'Amiens, de Créteil ou de Lille, ou dans celles de Corse, de Montpellier ou d'Aix-Marseille, vous risquez davantage de décrocher du système et de vous retrouver ensuite au chômage ou abonnés aux petits boulots. A Créteil, la proportion de jeunes sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés atteint 32%, alors que dans les académies de Rennes ou de Nantes, ce taux est respectivement de 19% et de 21% – la moyenne nationale est de 27%.

Dans les académies ayant de mauvais résultats, les chercheurs de l'atlas sur l'échec scolaire soulignent que plus qu'ailleurs, les populations souffrent du chômage, de paupérisation et d'un faible niveau de qualification. Au nord, comme à Roubaix, précisent-ils, *«la crise industrielle continue à produire des effets, aussi bien dans les villes que dans les petites communes en milieu rural»*. Tandis qu'au sud *«l'attractivité a généré un afflux de nouveaux habitants excédant le rythme des créations d'emplois, comme à Montpellier»* où le chômage explose.

DES DÉPENSES D'ÉDUCATION PLUS OU MOINS IMPORTANTES

En 2011, l'Etat dépensait en moyenne 3130 euros annuels par écolier, 5570 euros par collégien et 7660 euros par lycéen *(carte 3)*. Mais il ne donne pas pareil partout. Les régions plutôt rurales sont les mieux servies – Lorraine, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Bourgogne, Auvergne. Les enfants étant disséminés, les classes sont plus petites, avec moins d'élèves par enseignant, ce qui revient plus cher en salaires pour l'Etat. A l'opposé, les élèves de Bretagne et des Pays-de-la-Loire lui coûtent le moins cher… grâce au privé *(carte 6)*. Quelque 40% y sont scolarisés et dans ce cas, l'Etat ne finance pas les repas.

Les dépenses des collectivités locales, qui ont à charge les bâtiments et les personnels de services, varient, elles, du simple au triple. Une inégalité qui se traduit par des conditions d'études très disparates (collèges décrépis ou flambant neufs) et qui s'explique par de multiples facteurs : les priorités des exécutifs locaux, les ressources, l'état du parc immobilier, la démographie…

DES ACADÉMIES TROP DEMANDÉES, D'AUTRES PAS ASSEZ

C'est humain : la plupart des enseignants préfèrent exercer au soleil plutôt que dans des zones pluvieuses et battues par les vents, et avoir en face d'eux des élèves attentifs plutôt que des jeunes difficiles. Pour leur affectation, ils demandent donc en masse les académies de Rennes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier et la Corse *(carte 7)*. Tandis qu'il fuient dès qu'ils le peuvent celles de Créteil, de Versailles et, dans une moindre mesure, d'Amiens.

Cette situation a des effets largement négatifs. Très peuplées, abritant des publics difficiles, les académies de Créteil et de Versailles sont celles qui accueillent le plus de profs débutants (les «néotitulaires»), souvent affectés sans l'avoir choisi, et de contractuels. Cela participe au manque d'attractivité du métier, estiment les chercheurs : *«Certains renoncent à passer les concours du second degré par crainte d'être affectés loin de leurs repères et liens affectifs, ou dans des académies avec beaucoup d'établissements jugés difficiles.»*

DES OPTIONS QUI ENTRETIENNENT LA SÉGRÉGATION

Eric Maurin et deux autres chercheurs de l'Ecole d'Economie de Paris (EEP) ont étudié les raisons de *«la ségrégation scolaire et sociale intense»* au sein des établissements d'Ile-de-France. Environ 21% des collèges et 13% des lycées constituent leurs classes (pour la rentrée suivante) en aggravant la ségrégation sociale, et ce par le simple jeu des options, estiment-ils. En effet, *«on regroupe dans les mêmes classes des élèves ayant choisi les options réputées plus difficiles* [allemand, latin, grec… ndlr], *choisies bien davantage par les "bons" élèves (et ceux issus des milieux aisés) que par les autres»*. Une conclusion qui vaut aussi en bonne partie hors de l'Ile-de-France.

Très peuplées et abritant des publics difficiles, les académies de Créteil et de Versailles sont celles qui accueillent le plus de profs débutants et de contractuels.

Les chercheurs ont aussi mis en lumière un phénomène étonnant. Si l'entre-soi scolaire – les enfants de milieux aisés se retrouvant entre eux, par exemple – s'explique avant tout par le fait d'habiter tel ou tel quartier, la ségrégation entre les classes est, elle, surtout due au hasard… Un proviseur qui fait ses classes sur une base alphabétique va diminuer la mixité. En clair, si l'on veut lutter contre la ségrégation, il faut mettre en œuvre une politique active, le hasard faisant mal les choses.

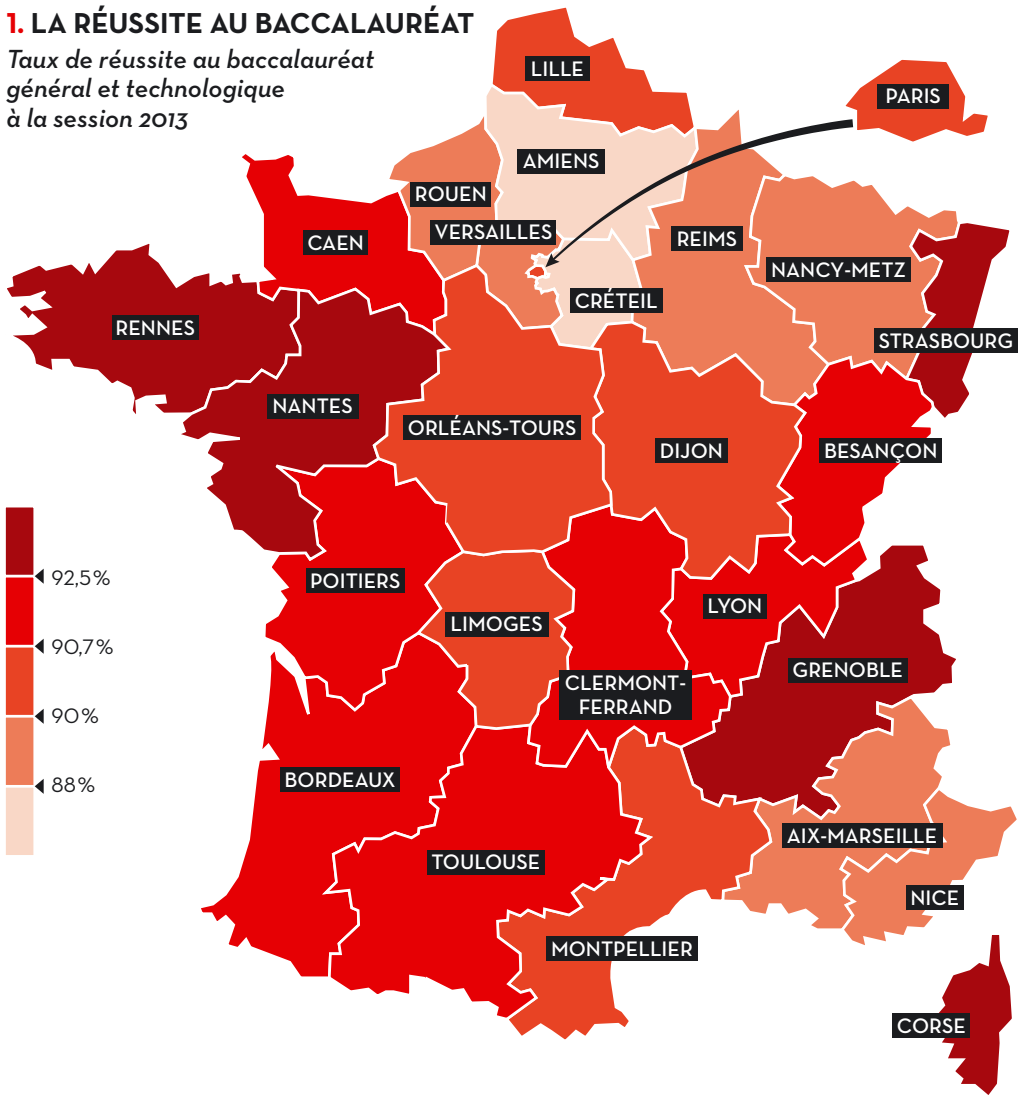
LES LIMITES DE LA DISCRIMINATION POSITIVE : LE CAS DE PARIS

Julien Grenet et Gabrielle Fack, de l'EEP, ont étudié l'impact de la procédure informatique Affelnet de répartition des élèves dans les lycées franciliens. Généralisée dans le cadre de l'assouplissement de la carte scolaire voulue par Nicolas Sarkozy en 2007, elle devait laisser davantage de choix aux familles et déboucher sur plus de mixité dans les établissements. Alors que les académies de Versailles et de Créteil ont continué de privilégier la proximité géographique pour affecter les élèves, celle de Paris a donné une priorité au boursiers (avec un bonus de 300 points pour obtenir le lycée de leur choix). De fait, la mixité sociale a progressé : entre 2005 et 2012, les boursiers sont passés de 5% à 13% dans les meilleurs lycées parisiens. Mais simultanément, on a assisté à un mouvement contraire. A Paris, le grand critère est celui des notes. Comme les secteurs sont très grands – avec une dizaine de lycées chacun – et que l'on propose des options et des secondes à recrutement spécifique, la ségrégation s'est poursuivie par le biais des vœux des familles, du lieu de résidence (que l'on vive dans l'ouest ou l'est parisien) et aussi par le recours au secteur privé. Une matière à réfléchir pour le gouvernement PS qui a promis plus de justice scolaire.

En huit cartes, les

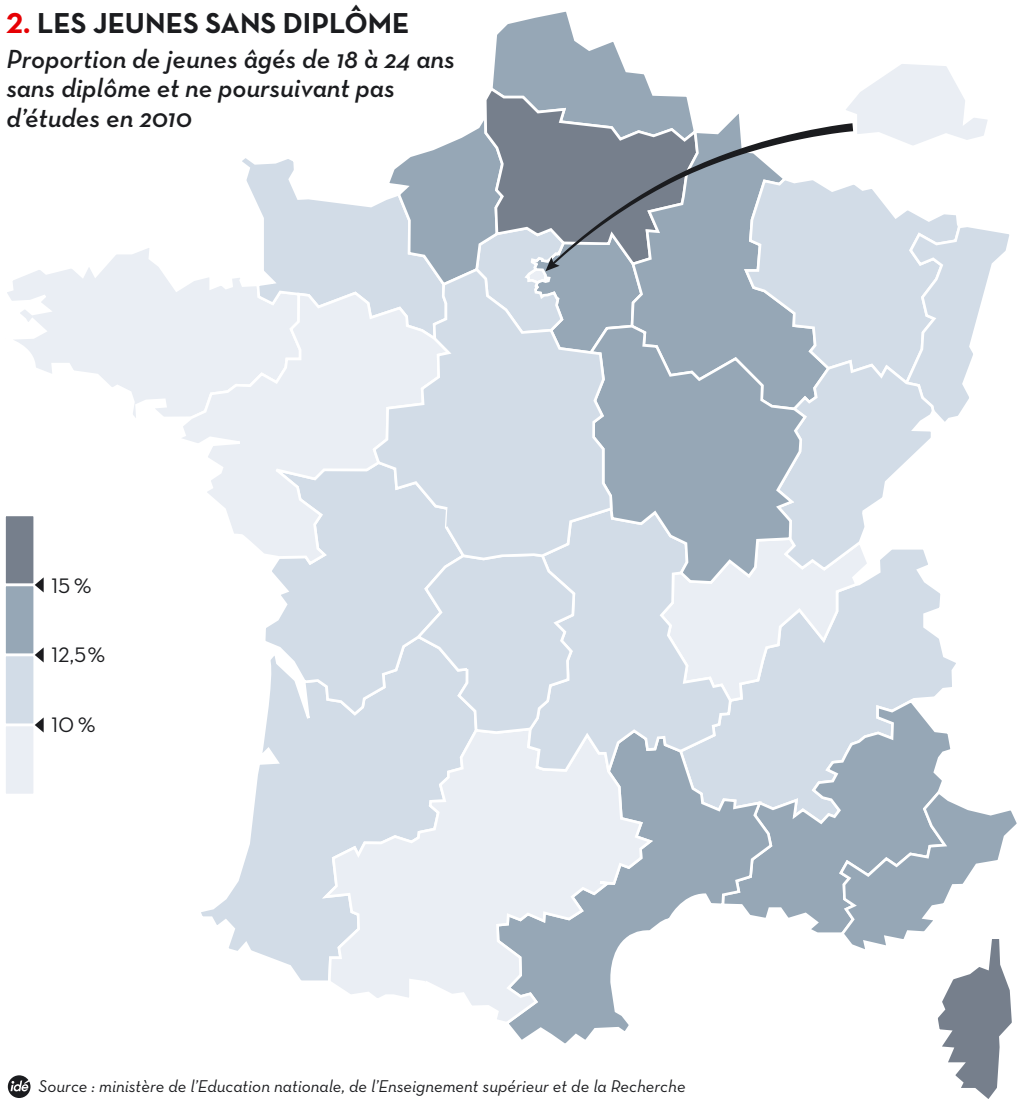
1. LA RÉUSSITE AU BACCALAURÉAT

Taux de réussite au baccalauréat général et technologique à la session 2013



2. LES JEUNES SANS DIPLÔME

Proportion de jeunes âgés de 18 à 24 ans sans diplôme et ne poursuivant pas d'études en 2010



Source : ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

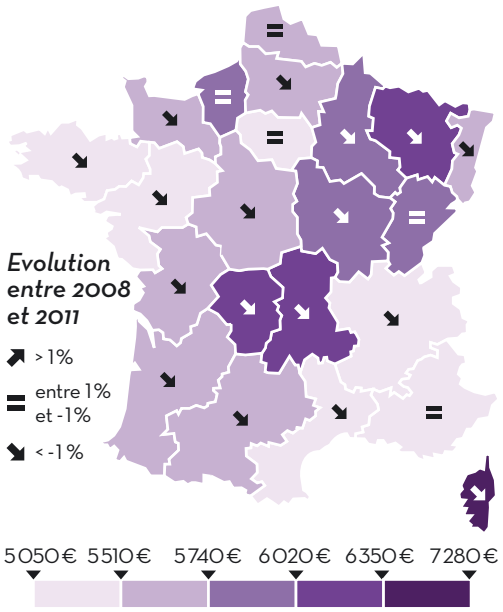
académies qui décrochent les palmes

Toutes voies confondues, le taux de réussite au baccalauréat dépasse 90 % dans les académies de Rennes, Nantes et Grenoble à la session 2013. Dans la voie générale et technologie, Rennes, Nantes et Grenoble restent les académies les plus performantes, auxquelles s'ajoutent en 2013 la Corse et Strasbourg. A l'opposé, les académies de Créteil, Amiens et la Guadeloupe obtiennent moins souvent le diplôme, voire beaucoup moins à Mayotte et en Guyane. Dans la voie professionnelle, les leaders en 2013 sont Rennes, Nantes, Grenoble, Caen et Bordeaux. Le taux de réussite de la voie professionnelle augmente très légèrement en 2013, après trois années consécutives de baisse.

Le gouvernement a fait une priorité de la lutte contre le décrochage scolaire. Parmi ses promesses de campagne, François Hollande s'est même engagé à réduire de moitié le nombre de décrocheurs à la fin de son quinquennat. En 2010, ils étaient 12 % de jeunes de 18 à 24 ans sortis du système scolaire et n'ayant aucun diplôme, ou pour certains seulement le brevet. Dans trois académies – Nantes, Lyon et Toulouse –, ce taux est inférieur à 10 %. Il dépasse en revanche les 15 % dans celles d'Amiens, de Corse et des départements d'outre-mer.

3. LA DÉPENSE PAR COLLÉGIEN

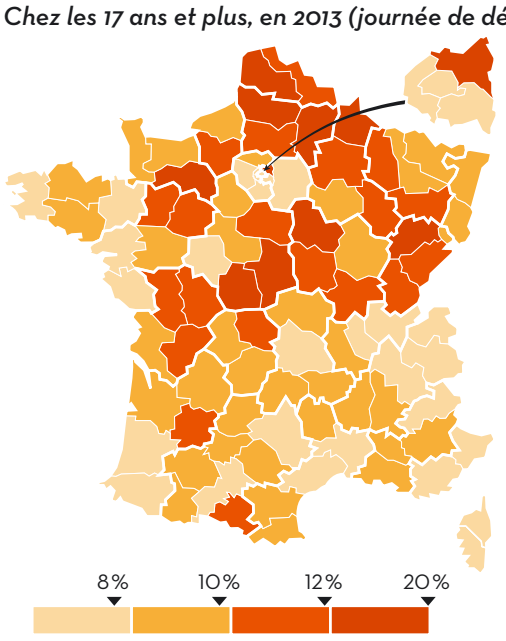
Dépenses du ministère de l'Education nationale en 2011



En moyenne le coût annuel d'un collégien est de 5 570 euros, contre 3 130 euros pour un écolier et 7 660 euros pour un lycéen. Entre 2008 et 2011, le coût du collégien a chuté de 1,6 %, une baisse qui est restée relativement uniforme sur tout le territoire (– 4,2 % dans le Limousin, et – 0,3 % en Franche-Comté). A l'inverse des zones urbanisées, les régions à prédominance rurale ont des coûts généralement plus élevés en raison d'une taille inférieure des établissements et de taux d'encadrement par élève plus importants.

4. LES DIFFICULTÉS DE LECTURE

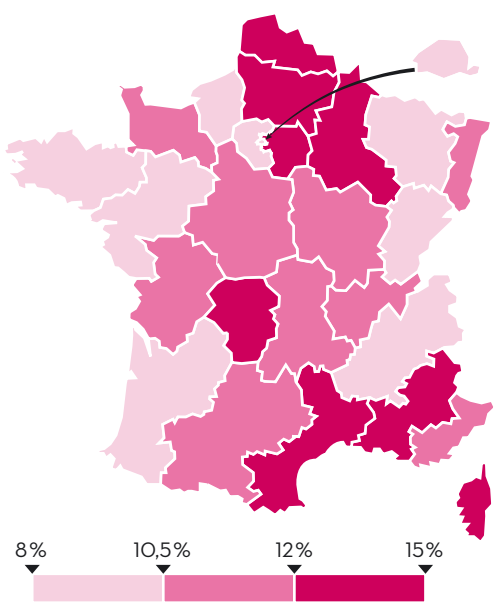
Chez les 17 ans et plus, en 2013 (journée de défense et de citoyenneté)



En 2013, 9,6 % des jeunes de 17 ans ou plus éprouvent des difficultés de lecture, selon les évaluations faites à l'occasion de la Journée défense et citoyenneté (JDC, anciennement JAPD). Parmi eux, 4,1 % ont une compréhension *«très faible»* et un déficit important de vocabulaire. Les jeunes le plus souvent en difficulté vivent surtout dans les départements du Nord et dans ceux autour de l'Ile-de-France – ils sont 17,6 % dans l'Aisne et 14,9 % dans la Somme – ainsi que dans le Cher (12,3 %) et dans l'Indre (12 %).

5. LE RETARD SCOLAIRE

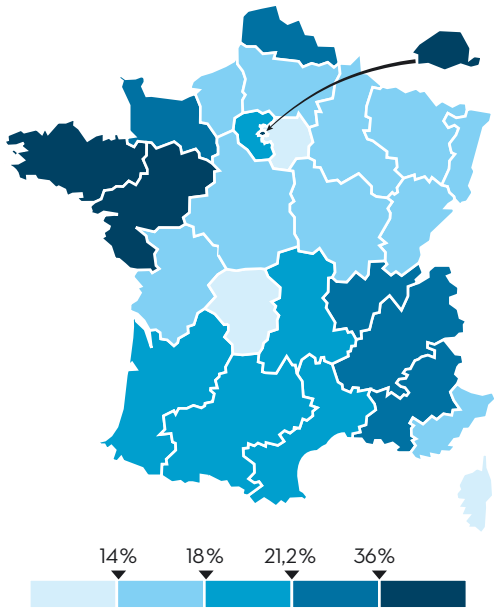
Part des élèves ayant au moins un an de retard en 6e, à la rentrée 2013



A la rentrée 2013, 11,4 % des élèves sont arrivés avec au moins un an de retard en sixième. Une proportion en diminution constante depuis dix ans, en raison de la politique de limitation des redoublements, coûteux et largement inefficaces. Le retard des élèves est moindre dans les académies de l'ouest, réputées pour leurs bons résultats. A l'entrée en seconde, par exemple, celle de Rennes peut se targuer d'un des taux les plus bas. Alors qu'il reste élevé dans les académies avec de grandes agglomérations comme Aix-Marseille et l'Ile-de-France.

6. LES COLLÈGES ET LYCÉES PRIVÉS

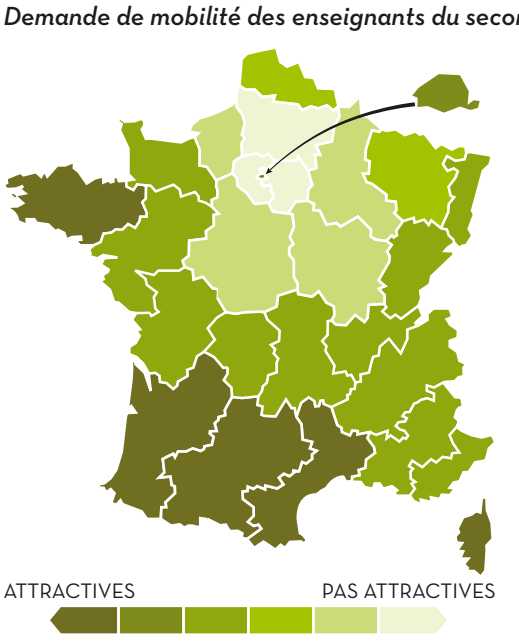
Part de l'enseignement privé dans le second degré, à la rentrée 2013



A la rentrée 2013, l'enseignement privé accueillait plus d'un collégien ou lycéen sur cinq, en moyenne. La part du secteur privé est proche dans les différents cycles du second degré, légèrement plus forte dans l'enseignement professionnel. Cette part du privé est historiquement la plus forte à l'Ouest, dans les académies de Rennes et de Nantes, qui dépassent les 36 %. A l'opposé, celles de Corse, Créteil, Limoges et des DOM scolarisent moins d'un collégien ou lycéen sur six dans le privé.

7. L'ATTRACTIVITÉ DES ACADÉMIES

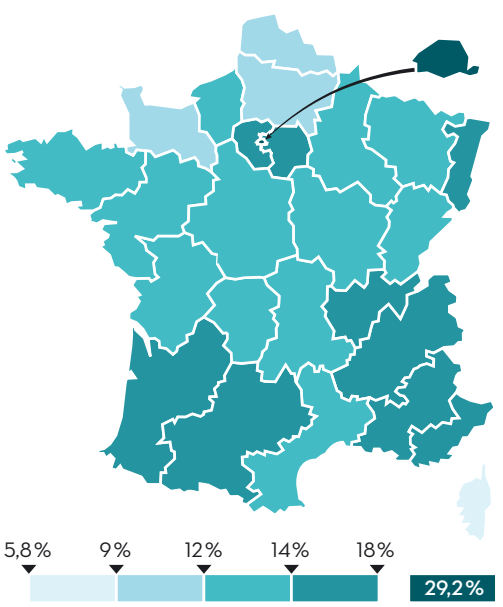
Demande de mobilité des enseignants du second degré public en 2013



Les académies les moins attractives sont celles de Créteil, de Versailles et dans une moindre mesure d'Amiens. Pour combler les besoins, on y affecte chaque année la moitié des jeunes profs sortant de formation. A Versailles et Créteil, les demandes de départ de profs titulaires sont quatre fois plus nombreuses que les demandes d'entrée en premier vœu. L'académie de Paris, l'une des plus difficiles à obtenir, est jugée *«ambivalente»* : elle est l'une des plus demandées mais avec aussi de nombreuses demandes de sortie non satisfaites.

8. LES ENSEIGNANTS AGRÉGÉS

Part des agrégés parmi les enseignants titulaires à la rentrée 2012



Avec un peu plus de 29 % de profs agrégés, Paris est la championne toutes catégories. Cela s'explique : la capitale compte de nombreuses classes préparatoires, de «grands lycées» et très peu d'établissements professionnels. Les académies de Lyon, de Créteil et de Versailles, qui viennent ensuite, abritent autour de 17 % d'agrégés. A l'opposé, les académies d'outre-mer en ont très peu – entre 5,8 % et 9 % – mais elles emploient de nombreux contractuels.